



# Résumés des articles

**PHILIPPE BOUDES,  
SANDRINE GLATRON**

**Pratiques et représentations de la nature en ville : la territorialisation de l'environnement par les Parisiens**

Nous nous intéressons ici aux pratiques et représentations de la nature à partir d'entretiens menés auprès de parisiens, dans le but de confronter nos analyses d'une part aux travaux de Buttel sur la conscientisation des pratiques environnementales et d'autre part aux réflexions contemporaines sur la territorialisation des enjeux environnementaux. Après une présentation du cadre théorique de cette étude, nous revenons sur les éléments de méthodologie et les microquartiers parisiens étudiés. Nous détaillons alors comment les personnes rencontrées décrivent la nature urbaine et la biodiversité, et quelles actions elles associent à ces éléments. L'analyse approfondie montre que l'approche de Buttel, liant les pratiques individuelles avec leur pertinence environnementale, n'est que faiblement validée : les citoyens demeurent peu engagés dans leur interaction directe avec la nature de proximité, et ils associent la biodiversité à certaines pratiques quotidiennes spécifiques, comme l'alimentation ou la gestion des déchets. L'approche en termes de territorialisation permet d'insister sur certains entretiens montrant comment les individus se saisissent de la nature pour concrétiser les enjeux environnementaux et pour se mobiliser en leur faveur. Mais ces cas demeurent assez rares, et l'article invite à étudier des mobilisations déjà existantes pour approfondir ce champ.

**DANA R. FISHER  
ANYA M. GALLI**

**Gestion bénévole de l'environnement : un lien permettant de connecter environnementalisme et démocratie ?**

Qui, en ville, s'engage dans la gestion bénévole de l'environnement (*volunteer stewardship*) ? Ces activités de gestion sont-elles liées à d'autres types de participation environnementale et civique ? Dans quelle mesure la structure des organisations de gestion bénévole influence-t-elle l'engagement des volontaires ? Cet article, à travers l'étude d'initiatives citoyennes de plantation d'arbres dans trois villes états-uniennes (New York, Philadelphie et Washington), cherche à comprendre qui en sont les participants, si les personnes qui s'engagent dans la gestion bénévole sont investies dans d'autres activités environnementales et, plus généralement, s'engagent dans les actions citoyennes participatives. Nos résultats montrent que la structure (organisationnelle) de ces programmes de gestion bénévole joue un rôle significatif dans l'engagement des volontaires. Nous discutons des implications de nos résultats et de leurs apports à une problématique plus large des liens qu'entretiennent environnementalisme et démocratie.

**NATHANAËL WALLENHORST**  
**Citoyenneté existentielle et reconfiguration du politique – Les pratiques écologiques de deux jeunes professionnels**

Dans une période marquée par « l'environnementalisation » de nos sociétés, l'étude des histoires de vie de deux jeunes professionnels âgés de 27 et 28 ans permet de questionner les modalités de reconfiguration du politique de la période contemporaine. L'analyse porte sur la mise en œuvre de la citoyenneté chez ces jeunes professionnels, dans leur rapport à l'environnement. Que disent-ils faire concrètement dans leur quotidien ? Les deux jeunes professionnels rencontrés, sensibilisés aux questions écologiques, ne cherchent pas à tant à convaincre les personnes qui les entourent ou à rejoindre des groupes écologiques institutionnalisés, mais ils modèlent leurs actions quotidiennes (parfois de façon assez radicale) en référence à une représentation qu'ils ont élaborée du monde social – et qu'ils partagent avec des groupes de pairs faiblement institutionnalisés. La notion de citoyenneté existentielle et écologique permet d'illustrer la reconfiguration du politique dans une période marquée par une crise de la politique (Rozès, 2005 ; Batout et Constantin, 2014 ; Finchelstein, 2015).

**MIREILLE DIETSCHY**

**« Le militant c'est pas forcément celui qui va aux barricades ».**  
**De *slow food* à *slow science*, le renouvellement des formes d'engagement politique**

Depuis la fondation, en 1989, de l'association italienne Slow Food, le terme *slow* s'est détaché de la question alimentaire pour être mobilisé dans de nombreux autres domaines de la vie quotidienne, de la cosmétique à la recherche scientifique, en passant par le design ou le management. Cette diffusion du *slow* éclaire de manière particulièrement intéressante les formes que prend actuellement la mobilisation pour la protection environnementale. L'hétérogénéité des mobilisations du *slow* (association, publication d'un manifeste, références institutionnelles et individuelles) interroge les approches classiques de l'action collective et incite à repenser

les frontières du politique. Il s'agira ainsi de montrer la pertinence de la notion pragmatiste de valuation pour penser ces formes privées et quotidiennes de travail des normes et des pouvoirs.

**ERIC DOIDY**

**La guerre, la terre et le *care*.**  
**Parcours de femmes dans les États-Unis contemporains**

Cet article traite de la manière dont l'agriculture, en tant que sphère d'activités où se met localement en pratique la relation au monde que l'on habite, apparaît comme une scène où se joue aujourd'hui l'émergence de certaines formes de revendication politique. Au moyen d'une observation participante, l'article étudie un collectif qui, aux États-Unis, propose une réinsertion sociale dans l'agriculture aux vétérans d'Irak et d'Afghanistan souffrant du syndrome de stress post-traumatique. En s'intéressant plus particulièrement aux agricultrices du mouvement, il montre comment elles font entendre, dans le débat public, une parole critique qui entremêle étroitement des aspirations à des formes d'accomplissement personnel (aller mieux, parvenir à « refaire sa vie ») et des horizons politiques et moraux plus larges (la critique de formes aliénantes d'exploitation de la nature et la critique de la guerre).

**MARIE-CHRISTINE ZÉLEM**

**Les effets pervers de la sobriété énergétique. Une écologisation contrainte des modes de vie**

Dans ce texte, il s'agit de montrer en quoi les injonctions de la transition énergétique se heurtent aux inerties des modes de vie et peuvent produire, des résultats inverses à ceux qui sont escomptés.

Le premier exemple concerne l'incompatibilité entre la réglementation thermique (qui impose des modes constructifs de type thermos) et la réglementation sur la Qualité de l'Air Intérieur qui suppose de réunir les conditions pour un air de meilleure qualité : les besoins et croyances des habitants les conduisent à développer des solutions qui aggravent la qualité de l'air et à accroître leurs consommations d'énergie. Le deuxième exemple concerne

les modes constructifs en Guyane : le confort d'été (fraîcheur par ventilation naturelle) vient en contradiction avec le confort vécu des habitants (ventiler suppose de laisser les fenêtres ouvertes et de s'exposer au bruit et à l'insécurité). Beaucoup s'enferment donc et s'équipent de climatiseurs. Le troisième exemple est celui des opérations de réduction de la précarité énergétique qui supposent de résoudre des situations dramatiques liées à des passoires thermiques (humidité et moisissures qui engendrent des problèmes de santé). Or l'intervention publique produit des situations de surconsommation énergétique.

Dans les trois cas, les dispositifs socio-techniques s'imposent aux habitants et engendrent des situations non souhaitées et contre performantes au regard des enjeux d'écologisation des comportements.

**LAURENCE GRANCHAMP**

**Le sens de la mesure : Quantifier et modérer les émissions de gaz à effet de serre par la consommation des ménages**

Les citoyens-consommateurs recourent à différentes stratégies afin de réduire leur empreinte carbone dans l'alimentation, le transport ou encore logement. Pour les accompagner dans cette démarche, différents outils de mesure des émissions de gaz à effet de serre liées aux activités et aux modes de consommation ont été mis au point. Cet article, après avoir présenté quelques-uns des dispositifs existants, analyse la réception de l'un d'eux par des ménages alsaciens. Mesurer, au double sens de comptabiliser et de modérer, représente un enjeu fondamental d'objectivation et de justice sociale, à condition que les variables sociologiques soient prises en compte. Ces dispositifs placent les ménages et les individus en position de « responsables » de leurs choix, quand bien même ils n'ont pas de véritable prise sur ceux-ci. De ce fait, l'inquiétude de voir la mesure employée comme « sanction » plutôt que comme « coup de pouce » (ou *nudge*) paraît légitime. La thèse défendue est que la mesure-quantification peut toutefois permettre d'opérer une transition vers plus de mesure-sobriété lorsqu'une telle démarche s'appuie sur des collectifs qui la dotent de sens.

**GABRIEL MONTRIEUX,  
KARIN PARIENTI-MAIRE**

### **AMAP et jardins partagés « aux bords » du politique ?**

Cette contribution a pour objectif de venir interroger le rapport au politique dans des espaces collectifs de pratiques dites alternatives et citoyennes au prisme du décalage entre revendication et organisation effective de ces pratiques collectives. La multiplication des initiatives locales est principalement pensée sous l'angle de l'engagement et de la participation citoyenne. Cependant, l'étude fine des interactions au sein de deux espaces collectifs, jardin partagé et Amap (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), met en évidence un processus d'évacuation du politique substitué par une vision morale ou éthique du social. L'évacuation du conflit qui en résulte induit la formulation d'une norme tacite du « bon » comportement à tenir et se traduit par le recours à des mécanismes informels de disqualification ou d'exclusion face aux écarts à cette norme. Par ailleurs, cet engagement participatif par moralisation entre parfois malgré lui en résonance avec les formes de gestion néolibérales des services publics locaux.

**PHILIPPE BOUDES,  
SANDRINE GLATRON**

## **Practices and representations of nature in the city: Environmental territorialisation by Paris' inhabitants**

We focus here on the practices and representations of nature through interviews with Paris inhabitants, in order to compare our analyzes both to the work of Buttel on environmental practices and to contemporary reflections on territorialisation of environmental issues. We firstly discuss the theoretical framework of this study, and we present methodological elements and the Parisian micro-neighborhoods studied. Then we show how people encountered describe urban nature and biodiversity, and what actions they associate with these elements. Further analysis shows that the approach of Buttel, linking individual practices with their environmental relevance, is only weakly validated: the townspeople remain unengaged in their direct interaction with their surrounding nature, and they associate biodiversity to certain specific daily practices, such as food or waste management. The approach in terms of territorialisation allows to insist on some interviews showing how individuals grasp nature to achieve environmental issues and to mobilize in their favor. Such cases are quite rare, and the article invites to study already existing mobilizations to deepen this field.

**DANA R. FISHER, ANYA M. GALLI**  
**Connecting Environmentalism to Democracy through Environmental Stewardship**

Who participates in volunteer stewardship in urban areas? Are these types of activities related to other kinds of environmental and civic participation? Moreover, how does the structure of stewardship organizations influence

volunteer engagement? This paper looks at volunteers at tree planting initiatives in three American cities—New York City, Philadelphia, and Washington, DC—to understand who participates in these efforts and how volunteer stewardship is related to other environmental activities, as well as broader trends in civic participation. Our findings show that the organizational structure of these types of stewardship programs plays a significant role in volunteer engagement. We connect our findings to broader issues regarding the relationship between environmentalism and democracy and discuss the implications of these results.

**NATHANAËL WALLENHORST**

## **Existential citizenship and political reconfiguration - The ecological practices of two young professionals**

In a period marked by the “environmentalisation” of our societies, the study of the life stories of two young professionals aged respectively 27 and 28 years old makes it possible to work the political reconfiguration of the contemporary period. The analysis focuses on the implementation of citizenship among young professionals in their relationship with the environment. What do they say they actually do in their daily lives? The two young professionals met, aware of environmental issues, do not seek so much to convince the people around them or join institutionalized environmental groups, but they model their daily actions (sometimes quite radically) in reference to a representation of the social world that they have developed and they share with weakly institutionalized peer groups. The notion of existential and ecological citizenship illustrates the political field in a period marked by a crisis in politics (Rozès, 2005; Batout et Constantin, 2014; Finchelstein, 2015).

**MIREILLE DIETSCHY**

**“The militant is not necessarily the one who goes to barricades”:  
when the study of the diffusion  
of the slow brings into question  
the classic forms of political  
commitment.**

Since the creation of the Italian association Slow Food in 1989, the term slow has spread in the Western world in many areas of everyday life: cosmetic, scientific research, design or management. It enlightens in an interesting way the contemporary forms of the mobilization for the environmental protection. The heterogeneity of these mobilizations of the slow (association, publication of a manifesto, institutional and individual references) questions the classic approaches of the collective action and leads to reconsider the borders of politics. In this paper, we propose to show the relevance of the pragmatist notion of valuation to rethink these private and daily forms of design and revision of norms and powers.

**ERIC DOIDY**

**Ethics of care, gender issues and  
the environment : Farming in the  
renewal of social critique in the  
US after 9-11**

Because it represents a sphere of activity where our relationships with the world we dwell in are locally put to practice, farming has become a central place where new political claims emerge. Using participant observation, this paper studies a grassroots movement in the USA, which helps the veterans from Iraq or Afghanistan (some of them suffering from post-traumatic stress disorder) reinvent themselves as organic farmers. Especially focusing on the women veterans of the group, the paper shows how they express a social critique that combines aspirations for self-fulfillment (overcoming PTSD, searching for “the good life”) with broader moral concerns (environmental and pacifist statements).

**MARIE-CHRISTINE ZÉLEM**

**The perverse effects of energy  
sobriety. The Greening forced off  
the lifestyles**

This article shows how the injunctions of the energy transition confront the inertia of lifestyles. They sometimes produce results that are at the opposite of what it was expected.

Three concrete examples of paradoxes created by the new thermal regulations are exposed. The regulations require a standardization of behavior that hurts lifestyles and aspirations for the comfort of residents. The first example concerns the incompatibility of the thermal regulation (which requires construction methods, type “thermos”), and Regulation on Quality of Indoor Air for better air quality: the needs and beliefs of the inhabitants lead them to develop solutions that degrade the quality of air and increase their energy consumption. The second example concerns building in Guyana: the summer thermal comfort (freshness through natural ventilation) is in contradiction with the real comfort of residents (ventilation supposes to leave the windows open and exposes themselves to noise and insecurity). Many locked themselves in their house, and buy air conditioners.

The third example is about tools to reduce fuel poverty and aim to solve situations related to moisture and molds which cause health problems. However, public intervention creates situations of energy consumption.

In all three cases the inhabitants have no choice. The features of public action generate unwanted situations and cons-performance regarding the issues of the energy transition. This comes in contradiction with greening behaviors projects.

**LAURENCE GRANCHAMP**

**The Sense of Measure: how to  
quantify and control greenhouse  
gas emissions through household  
consumption**

Citizen-consumers use strategies to reduce their carbon footprint in food, transport or housing. To forward this approach, several consumers-oriented

greenhouse gas measuring tools have been designed. This paper, after presenting a few existing devices, analyses how Alsatian households have received one of them. To measure, with its double meaning of counting and moderating, represents a key objectivation and social justice stake, with the condition that sociological variables be taken into account. The devices put individuals and households in a responsible position, even if they don't have a real hold on them. Therefore, their anxiety to see the measure used as a sanction rather than a nudge appears legitimate. The hypothesis is that a “measure-quantification” may be a good transition towards more “measure-sobriety” when the approach is relying on meaning-endowed collectives.

**GABRIEL MONTRIEUX,  
KARIN PARIENTI-MAIRE**

**AMAP and community gardens  
“on the sides” of politics**

This paper aims to explore the relationship to politics on alternative spaces through the prism of claims and effective organisation. The rise of these sorts of local initiatives are mainly interpreted as signs of a dissemination of civic participation. Nevertheless a study of the subtle interactions in two collective spaces: a community garden and a French CSA ((stands for) Community Supported Agriculture; AMAP: *Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne*) shows a process of discharge of politics substituted by an ethical vision of the social world. The discharge of conflicts is one of its expressions and aims to develop a set of tacit norms of good behaviour which are sometimes promoting forms of imposition and disqualification in cases of departure from the norm. Furthermore this sort of citizen engagement amazingly fits in with the new process of neoliberalism and results in the outsourcing of former local state responsibilities and urban infrastructure.